



Paris, le 29 avril 2020,

COMMUNIQUE DE PRESSE

La FNSEA et JA appellent à privilégier l'origine France en prévision de la réouverture de la restauration collective

Si l'incertitude demeure quant aux modalités d'ouverture de la restauration collective, notamment scolaire, la FNSEA et JA souhaitent sensibiliser les responsables de la commande publique à la nécessité d'orienter massivement les approvisionnements vers des productions françaises. Ce débouché supplémentaire pour les productions agricoles permettra de contribuer au rééquilibrage des marchés des filières les plus fragilisées par les mesures de confinement, à la condition de limiter les produits importés, et de sensibiliser nos concitoyens à l'origine France.

C'est en ce sens que la FNSEA et JA ont écrit en début de semaine à François Baroin, Président de l'Association des Maires de France, Dominique Bussereau, Président de l'Assemblée des départements de France, et Renaud Muselier, Président de Régions de France. La démarche est également engagée au niveau local par l'ensemble du réseau FNSEA et JA.

Dans cet esprit, nous appelons, l'Etat à prendre ces engagements dans les restaurations collectives dépendantes de sa responsabilité, à l'image de la restauration collective hospitalière ou pénitentiaire, qui sont restées en activité durant la période de confinement,

Face aux quantités importantes de denrées alimentaires stockées, notamment des viandes, la FNSEA et JA souhaitent ainsi que les acteurs de la restauration collective redémarrent l'activité avec une philosophie nouvelle et des engagements qui prennent en compte les premiers enseignements que tire le Président de la République lui-même, à savoir diminuer notre recours aux filières d'importation et favoriser l'origine France. C'est aussi répondre à la demande d'une grande partie de nos concitoyens et une façon de renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs, de les sensibiliser à la qualité des produits de leur territoire, de leur pays.

Dans cette même perspective, la FNSEA et JA soutiennent également l'initiative d'Interbev et d'Anvol pour obtenir auprès de la Commission européenne un assouplissement des règles de la commande publique, afin de pouvoir favoriser l'origine française des viandes dans le cadre des appels d'offre.

Les agriculteurs français sont fortement mobilisés depuis le début de la crise, ils continueront toujours de l'être pour nourrir leurs concitoyens. Il est donc légitime d'attendre en soutien, des actes forts de la part des responsables politiques locaux qui, avec la gestion de la restauration collective, peuvent eux-aussi contribuer à la souveraineté alimentaire de la France.

Contact presse :

FNSEA : Marion FOURNIER - marion.fournier@reseaufnsea.fr - 07 60 29 56 17

JA : Gaëtan Labardin – glabardin@jeunes-agriculteurs.fr – 07 86 22 90 67